

des conseils allemands qui ont empêché le changement de s'accomplir dès septembre 1859 ? et n'est-ce pas des conseils hongrois qui y poussaient ? . . . Le 20 octobre était le coup d'État de l'absolutisme contre les idées bureaucratiques. Son point de départ était le droit historique. L'empereur est revenu à la base de la Pragmaticque Sanction. Elle aussi était un coup d'État. Librement, dans leur sagesse, les États de Hongrie l'ont adoptée. Elle dure depuis cent trente-huit ans. Elle est la source et le titre historique de la situation de l'Autriche comme grande puissance. La réconciliation pacifique de l'Autriche et de la Hongrie ne peut de nouveau, si elle doit durer, résulter que de leur libre sagesse. Il s'agit de faire naître cette libre sagesse. Une seule voie s'ouvre pour cela, et vous la connaissez. Il est un fait certain : on n'obtient rien de la Hongrie, à moins d'agir en même temps sur le sens légal, la vanité et les faiblesses. Des provisoires. . . on arrive à Haynau, de Haynau à Goluchowski — si on en a encore le temps ; mais sans doute le diable les emportera avant. Dieu les bénisse ! » — Avec une grande perspicacité, et avec l'autorité de l'homme qui a vainement proposé un plan meilleur, Dessewffy signale ici l'un des pires défauts de la politique d'octobre, l'hésitation, l'atermoisement, les demi-mesures. Là où il eût fallu de la rapidité et de l'énergie, on avait procédé lentement et mollement ; là où il n'était pas nécessaire de brusquer les choses, on avait trop souvent fait de l'absolutisme, et voulu dicter des volontés immuables. Les concessions constitutionnelles étaient trop timides, trop étroitement mesurées. — Mais Dessewffy ne remonte pas jusqu'à la cause profonde du mal ; les contradictions implicites du Diplôme et des actes d'octobre s'achèvent dans une autre, la plus haute de toutes, qui est d'avoir confié à l'ancienne Autriche, au personnel des diplomates, des féodaux et des bureaucrates, qui avaient amené la monarchie au bord de la ruine, la mission de la relever, d'édifier une nouvelle Autriche.

C'est la contradiction fondamentale qui vicie tout l'essai d'octobre et qui, quels qu'en puissent être par ailleurs les mérites de détail, en explique le rapide et complet échec. Elle éclate tout entière dans la contradiction du point de vue de la cour et de celui de la Hongrie. La cour part de l'octroi, la Hongrie du droit. Celle-ci ne veut et ne peut rien accepter qui paraisse un octroi, sans mettre en doute sa propre existence, celle-là n'est pas disposée encore à reconnaître le droit de la Hongrie. S'imaginer que les Hongrois se laisseraient séduire par l'avantage de participer à une représenta-